quelles vérités ?

Le libéralisme brutal de notre système a permis, en un laps de temps très court, aux nouveaux maîtres de «l'import-import» d'inonder le marché par des produits nouveaux et diversifiés.

Au plan psychologique et matériel, cette ouverture a libéré, certes, l'Algérien de l'aliénation des chaînes devant les Souk el-fellah et les Galeries et contribué à l'amélioration quantitative et qualitative de ses standards de consommation et de vie, mais a aiguisé, aussi, progressivement, son envie d'acheter tout ce que le marché lui offre. L'enrichissement de son menu alimentaire, le plus apporté à son confort domestique, dans son cadre de vie et dans ses loisirs(électroménager, meubles, logement, voiture, téléphonie, vacances, voyages, etc.), se sont traduits, bien entendu, par un coût que son salaire ne pouvait satisfaire, d'autant que la dévaluation du dinar avait déjà réduit la valeur financière et économique de sa fiche de paye.

A défaut d'une augmentation de salaire, équivalente à la dévaluation de sa monnaie, le recours à la «chipa», au «trabendisme» et à toutes les pratiques de fraudes et de détournement des deniers publics ont imprimé les mœurs du citoyen et dénaturé son comportement social et sociétal. Cet apport pécuniaire, illicite en soi, a permis, sans aucun doute, aux uns et aux autres d'arrondir leurs fins de mois, mais ils ont permis aux nouveaux maîtres du marché de généraliser leurs pratiques corruptives à tous les niveaux des institutions du pays et de peser de tout leur poids, par la puissance de leur argent, sur la gouvernance du pays. Par la position dominante acquise au sommet du pouvoir, par l'instauration, dans la société, de pratiques mafieuses, cette nouvelle «bourgeoisie compradore» a réussi à gangréner toutes les institutions du pays et tous les rouages du pouvoir.

Au plan social, comment peut-on agir, dans un tel contexte, sur le mode de consommation des Algériens, rationaliser et prioriser ses besoins et ses dépenses, sans une intervention drastique dans nos échanges commerciaux avec le reste du monde, sans un assainissement et une réévaluation quantitative et qualitative de nos importations ?

Les dangers de la libre importation

Au plan économique, nous connaissons tous les dégâts causés à notre tissu industriel, notamment dans le secteur des textiles, par l'importation des produits asiatiques et la concurrence déloyale imposée à nos entreprises publiques et privées. Ce qui s'est traduit, au plan social, par la perte d'emplois pour des milliers de pères de familles et l'accroissement du chômage.

Au plan social, comment peut-on agir, dans un tel contexte, sur le mode de consommation des Algériens, rationaliser et prioriser ses besoins et ses dépenses, sans une intervention drastique dans nos échanges commerciaux avec le reste du monde, sans un assainissement et une réévaluation quantitative et qualitative de nos importations ?

Si le gouvernement éprouve, aujourd'hui, toutes les difficultés du monde à élaborer une politique rationnelle des prix et des salaires, en rapport réel avec le développement effectif de notre production nationale, cela est dû à ce laisser-aller et laisser-faire dans notre politique d'importation, dont nous mesurons, à présent, les méfaits de toutes ses dérives et ses perversions économiques, commerciales, sociales et morales, sur le devenir de la nation et du peuple.

Si le ministre des Finances a mis en garde le gouvernement contre les dangers de la croissance annuelle de nos importations et celle de l'enveloppe financière qui lui est consentie et à laquelle vient s'ajouter les méfaits de la surfacturation utilisée par des importateurs véreux, c'est parce que la politique d'importation suivie jusqu'à ce jour par l'Etat met en péril l'avenir financier et économique du pays par la réduction de nos réserves financières, le déséquilibre de nos budgets, et l'accroissement de nos déficits.

La vérité des prix s'impose, donc, à nous, comme le seul fondement, crédible et salutaire, sur lequel il est possible d'élaborer une politique d'assainissement de notre commerce extérieur et de notre marché intérieur, de rationaliser notre politique d'importation et de mettre un terme aux dérèglements constatés dans notre système politique, dans notre modèle de développement économique, social et sociétal.

Il s'agit là, d'une mesure radicale qui a le mérite de fermer totalement et définitivement le robinet alimentant tous les trafics recensés, de lutter, en même temps, contre la corruption qui s'y rapporte, de protéger le pays contre les agissements néfastes de tous les réseaux mafieux gravitant autour de «l'import-import» dominant.

Dans ce bras de fer entamé contre les trabendistes, la vérité des prix, soutenue par la convertibilité du dinar, reste, à notre sens, le seul moyen dont dispose l'Etat pour sortir le pays de l'ornière.

L'Algérie ne peut plus continuer à augmenter annuellement l'enveloppe en devises allouée à l'importation pour satisfaire, à la fois, les besoins de ses populations et celles des pays limitrophes, voire même, ceux de nos émigrés, résidant dans certains pays européens.

Seule l'application de la vérité des prix peut contribuer à la moralisation, dans nos institutions, des organismes et des corps constitués, sans lesquels il est impossible de lutter contre les trafiquants de carburant et tous ceux qui prélèvent une bonne partie de nos produits importés à coup de milliards de dollars pour les écouler sur les marchés des pays voisins et ceux des pays européens et africains.

C'est dans la libéralisation anarchique de nos échanges commerciaux avec le reste du monde et la désorganisation de notre marché intérieur, que la corruption a trouvé, dans le terrain fertile de «l'import – import», tous les ingrédients, de sa prolifération tentaculaire et de son emprise malsaine sur toutes les institutions et tous les rouages de la gouvernance du pays.

Au vu de ce constat, la vérité des prix est une option inéluctable que le pouvoir doit, sérieusement et impérativement, faire valoir politiquement, économiquement, socialement et moralement pour engager l'Algérie sur la voie du salut qu'elle aurait dû emprunter, déjà, depuis bien longtemps.

Faut-il aussi, pour ce faire, qu'il y ait, au sein du pouvoir, des patriotes assez courageux, pour oser affronter les adeptes du laisser-aller et du laisser-faire, pour contrer la révolte prévisible de tous les rentiers de l'import-import» et de résister, surtout, à l'interventionnisme de leurs soutiens politiques parmi les élus et les décideurs du pays.

L'exemple de la lutte engagée par l'Etat contre les tenants du marché parallèle démontre, à lui seul, l'étendue et la profondeur du mal dont pâtissent notre système politique et notre modèle de gouvernance. Maintes fois annoncé, l'assainissement de notre marché national n'a pas résisté à la levée de boucliers d'une jeunesse qui se retrouve, sous la pression de la nécessité, prise en otage par des importateurs et des grossistes, sans vergogne, qui savent mobiliser, quand il le faut, tous ces vendeurs à la sauvette pour faire reculer les pouvoirs publics et rendre caduques toutes les décisions contraires à leurs intérêts prises par les autorités. Cet exemple démontre, si besoin était, sinon l'allégeance de ce pouvoir aux barons de «l'import-import», du moins, sa faiblesse et son manque de courage pour prendre les mesures idoines, aptes à imposer à cette faune mafieuse les lois de la République, à mettre de l'ordre dans les circuits du marché extérieur et intérieur, à renflouer, par l'imposition de ces derniers, les caisses de l'Etat, et à incorporer, grâce à cette nouvelle manne financière, toute cette jeunesse désireuse d'activer dans des circuits commerciaux légaux et règlementés, d'exercer leurs métiers en toute liberté, affranchis désormais du diktat et de l'exploitation éhontée de ces nouveaux caïds du commerce. En imposant à ces derniers la justification de la facture et du chèque de paiement à toutes leurs opérations d'achat et de vente, à tous les niveaux des pratiques commerciales, de l'importateur au détaillant, les pouvoirs publics auront agi, au terme de l'application de cette décision, dans le sens de l'assainissement et de l'organisation rationnelle de notre commerce extérieur et de notre marché intérieur, dans la perspective d'une relance réelle des secteurs de production de notre économie.

Faut-il aussi, pour ce faire, qu'il y ait, au sein du pouvoir, des patriotes assez courageux, pour oser affronter les adeptes du laisser-aller et du laisser-faire, pour contrer la révolte prévisible de tous les rentiers de l'import-import» et de résister, surtout, à l'interventionnisme de leurs soutiens politiques parmi les élus et les décideurs du pays.

A la vérité des prix qu'il faut généraliser à tous les produits d'importation et ceux provenant de la production nationale, il faut imposer la loi et la réglementation dans toute leur rigueur, à toutes les activités et opérations commerciales. C'est à ces seules conditions que le pouvoir pourra, s'il est mu par le courage politique, crédibiliser ses actes auprès de la population et mobiliser derrière lui tous les patriotes qui ont à cœur les intérêts supérieurs de la nation et du peuple

Aujourd'hui, on assiste à une flambée des prix des fruits et légumes et de certains produits de consommation courante. Les augmentations brutales et anarchiques des prix ne procèdent pas d'une volonté politique de nos gouvernants d'appliquer la vérité des prix, selon le mode opératoire énoncé plus haut, elles découlent de la perte de contrôle de l'Etat sur un marché dominé et dirigé par les barons de l'informel. C'est le fait accompli d'une réalité du marché, voulue par ces derniers, dans le but de provoquer dans les milieux populaires un ras-le-bol qui servirait de détonateur à la révolte populaire manquante sur l'agenda de leurs parrains, ceux-là mêmes qui, au nom de la liberté et de la démocratie, ont créé l'internationale de l'intégrisme islamiste, formé et armé ses légions de terroristes pour créer le chaos dans les pays arabes. Contrairement à ce que pouvaient espérer certains responsables, cette hausse des prix illégale, n'a pas infléchi à la baisse le volume global de la consommation des Algériens et, par prolongement, celui de nos importations. Ils ont été démentis par le gaspillage constaté, durant le mois de Ramadhan, du pain et bien d'autres produits alimentaires. Ce résultat a servi comme argument de plus pour ceux qui militent pour une politique réfléchie allant à l'encontre des allégations des partisans du statu quo favorable à leurs pratiques mafieuses, qui profitent de l'anarchie caractérisant notre commerce, extérieur et intérieur, de la déliquescence de nos institutions gangrénées par la corruption pour assouvir leurs ambitions politiques et économiques, au détriment des intérêts supérieurs de la nation et du peuple.

Bien des observateurs nationaux et étrangers, qui sont convaincus du bien-fondé de cette politique de la vérité des prix, se demandent pourquoi le pouvoir algérien tarde-t-il à adopter cette ligne de conduite qui permettra à l'Algérie de s'engager résolument dans une politique de développement sain, harmonieux et durable ? A vrai dire, il n'y a pas d'hésitation du pouvoir, il y a duplicité voire une complicité de certains de ses responsables dans la pérennisation du système imposé par les barons de «l'import-import». Les entraves administratives, financières et commerciales rencontrées par les entrepreneurs nationaux et étrangers à investir dans les différents secteurs de l'économie nationale prouvent, idéologiquement et politiquement, la mainmise sur la gouvernance du pays par cette nouvelle «bourgeoisie compradore» dont les desseins mercantilistes s'opposent à ceux des entrepreneurs nationaux soucieux de produire, autant pour satisfaire les besoins matériels et immatériels de la population, que pour conforter l'indépendance économique et politique de l'Algérie. On ne peut pas comprendre l'essence de la crise politique et économique que connaît l'Algérie depuis plus de deux décennies sans se référer au changement de cap que lui ont imposé les partisans du libéralisme sauvage et débridé, sans se reporter aux conditions qui ont présidé à l'instauration du système politique et du mode de gouvernance qui leur a permis de monopoliser le pouvoir pour satisfaire les desseins de leurs mentors.

Cette situation n'est pas propre à l'Algérie, tous les pays qui ont vécu le règne de l'étatisme et du parti unique la vivent aujourd'hui. Dans ces pays, les pouvoirs, dominés par ces mercantilistes, se heurtent aux tenants nationaux de l'entrepreneuriat productif, dont la philosophie politique et la pensée économique sont diamétralement opposés à celles des barons de «l'import-import» qui ont la mainmise sur la gouvernance de l'Etat.

La bataille de la succession au président Bouteflika, à laquelle nous assistons depuis l'aggravation de sa maladie, reflète l'antagonisme existant entre les représentants des deux forces politiques qui se disputent le pouvoir. Partant, l'Algérie ne transcendera cette crise plurielle que si le courant patriotique, représenté par l'entrepreneuriat national, se hissera, à l'issue des prochaines élections présidentielle et législatives, à la tête de la gouvernance du pays. Seul ce courant est capable, selon ce que nous retenons de son discours, d'instaurer dans le pays un véritable régime démocratique et authentique modèle de développement économique et social en conformité avec les idéaux de la révolution de Novembre et en rapport avec les aspirations à la liberté, à la justice et au bien-être, de la population algérienne.

Z. Z.